



Bettel salue la reprise du dialogue social

Invité à s'exprimer au premier jour du Congrès, le Premier ministre Xavier Bettel, a tout d'abord salué l'engagement du président sortant de l'OGBL au cours de ces dix dernières années. Le Premier ministre a tout particulièrement insisté sur l'importance du dialogue social au Luxembourg. Il s'est félicité dans ce contexte de la récente reprise du dialogue social avec les syndicats, tout en soulignant que le dialogue avec le patronat aurait également lieu.



Schneider plaide pour une Sécurité sociale de qualité

Également invité à s'exprimer au deuxième jour du Congrès, le ministre de la Sécurité sociale, Romain Schneider, a lui aussi loué la reprise du dialogue social, misant sur l'indispensable confiance réciproque qui doit le sous-tendre.

Le ministre s'est engagé au maintien de la qualité et de l'efficacité des prestations de la Sécurité sociale et a indiqué qu'une augmentation des cotisations ne serait envisagée par le gouvernement qu'en dernier ressort. En ce qui concerne la réforme à venir de l'assurance-dépendance, le ministre a annoncé vouloir la mener dans le dialogue avec les syndicats. Le ministre a également donné quelques gages dans le cadre de la réforme de la loi sur le reclassement actuellement en discussion. Enfin, le ministre a défendu le projet du gouvernement de substituer une «préretaire progressive» à l'actuelle «préretaire solidarité» pour laquelle différents modèles sont actuellement à l'étude.



Schmit reconnaît les manquements

Invité à s'exprimer au deuxième jour du Congrès, le ministre du Travail, Nicolas Schmit, a admis que le gouvernement avait commis quelques erreurs dans le cadre du dialogue social avec les syndicats tout en se réjouissant que celui-ci ait finalement pu être renoué. Il a également reconnu que des adaptations étaient nécessaires au paquet de mesures présenté initialement par le gouvernement.

Passant ensuite en revue une série de réformes et de mesures à venir (réforme de l'assurance-maladie, renforcement de l'ADEM, loi encadrant les stages, réforme du dialogue social en entreprise) le ministre a plaidé en faveur d'une protection renforcée des salariés. Dénonçant l'accroissement des inégalités, le ministre s'est également prononcé en faveur d'une réforme fiscale qui doit viser davantage de justice sociale. Enfin, le ministre a annoncé qu'il souhaitait davantage associer les syndicats au processus décisionnel lors de la présidence luxembourgeoise de l'UE.

